

Cher lecteur!



Le rideau se lève sur un automne excitant de la politique du climat. Le jeu annuel « Grands espoirs – dur atterrissage ? » commence par des pourparlers sur la politique du climat au Panama. Les premiers acteurs ont déjà commencé à assumer leurs rôles bien connus. Est-ce que le dernier acte, la CdP 17 à Durban, va se terminer comme une tragédie ou aura une fin heureuse ? Ou attendons-nous Godot ? Serons-nous témoins d'une déviation du script pour lequel nous nous sommes habitués depuis la grande tragédie de Copenhague ? Que ce soit un scénario « big bang » ou se tirer d'affaires, les mois prochains vont réduire davantage le sentier pour les 5 à 10 prochaines années de la politique du climat.

Pendant que les développeurs de projets MDP connaissent des niveaux de tâches record et le pipeline des projets augmente à une vitesse record, le marché des URCEs se défait. En août, pour la première fois, les URCEs secondaires sont tombées au-dessous du seuil magique des 8 euros, qui est le prix plancher chinois. Il sera aussi intéressant de voir comment le Secrétariat de la CCNUCC va s'occuper de l'inondation des projets et des programmes; les temps d'exécution vont grimper.

A la veille de notre 100^{ème} numéro. Nous vous demandons de nouveau de partager vos points de vues sur :

- **le développement le plus important du MDP dans les 8 dernières années;**
- **le plus grand défi pour le MDP aujourd'hui et,**
- **la question clé à laquelle de nouveaux mécanismes du marché doivent s'attaquer.**

Envoyez, s'il vous plaît, vos contributions sous forme de tirets courts aux rédacteurs en chef à climate@giz.de avant le 30 septembre. Les réponses les plus intéressantes seront choisies pour la publication dans le 100^{ème} numéro anniversaire en octobre.

Friedel Sehleier, GTZ
 Axel Michaelowa, Perspectives GmbH

Table des matières

- [CCNUCC, Conseil Exécutif du MDP et ses panels](#)
- [Négociations sur les nouveaux mécanismes du marché](#)
- [Le soutien du changement d'échelle de l'atténuation à travers les programmes et les groupements de projets](#)
- [Le MDP dans les Pays les Moins Avancés et l'Afrique Subsaharienne](#)
- [Développeurs de projets, Entités Opérationnelles Désignées et Consultants](#)
- [Incitations pour l'investissement MDP](#)
- [Nouvelles du Web et téléchargements du mois](#)

Chiffre du mois

7,6 \$ par URCE secondaire le 5 août. Tel est le prix échangé le plus bas jamais atteint.

Entités Opérationnelles Désignées

Compagnies se soumettant pour devenir entités opérationnelles : 11

Entités Opérationnelles Accréditées : 39

- dont 14 des pays d'accueil
- dont 25 des pays acheteurs
- dont 39 pour la vérification
- 10 EODs se sont retirées
- Aucune EOD n'est suspendue

Autorités Nationales Désignées

La liste des ANDs les plus actives à l'approbation se présente comme suit :

Chine : 3154 projets (+49). Les projets comprennent 23 fermes éoliennes, 14 hydro, 5 projets de biomasse, 2 projets de décharges, 1 projet de solaire photovoltaïque, 1 projet de récupération de chaleur, 1 projet de mine de charbon, 1 projet de cuisinières solaires et 1 projet de biogaz (10,6 millions d'URCEs par an).

- Inde : 2069 projets (+36)
- Brésil : 265 projets (+2)
- Vietnam : 176 projets (+13)
- Thaïlande : 141 projets (+0)
- Indonésie : 104 projets (+0)
- Philippines : 64 projets (+0)
- Colombie : 62 projets (+0)
- Pérou : 39 projets (+0)
- Argentine : 36 projets (+2)
- Israël : 32 projets (+0)

ANDs notifiées : 158 (126 pays hôtes, 32 pays acheteurs)

Autres nouvelles

Le séminaire « Navigating the Kyoto project-based mechanisms » offert par la Banque Mondiale rouvrira le 3 octobre 2011 – plus de renseignements sont disponibles à : <http://einstitute.worldbank.org/ei/cou/rse/clean-development-mechanisms-and-joint-implementation-navigating-kyoto-project-based-mechanis>.

La CCNUCC a lancé un concours de photo MDP – soumettez vos photos jusqu'au 15 octobre à :

CCNUCC, Conseil Exécutif du MDP et ses panels

- Les négociations de la CCNUCC vont se poursuivre du 1 au 7 octobre dans la Ville de Panama. Les parties ont commencé à montrer leurs positions. Les ministres du groupe BASIC ont souligné qu'un accord sur une deuxième période d'engagement au Protocole Kyoto devrait être la priorité centrale pour Durban. Ils ont souligné que la continuation du MDP dépendrait de l'adoption de cibles fermes par les pays industrialisés. L'Union Européenne a réitéré son ouverture à une deuxième période d'engagement de Kyoto, à condition que des engagements imminents soient pris par d'autres émetteurs importants.
- En continuant la nouvelle approche de consultation approfondie avec les parties prenantes au MDP, le Secrétariat de la CCNUCC a tenu un atelier intégré sur sept normes proposées du 24 au 26 août à Bonn. Quatre normes concernent les questions des PoAs (l'utilisation de méthodologies multiples, la définition des critères d'éligibilité, la détermination de l'additionalité et l'échantillonnage), alors que trois concernent le processus général (les exigences des participants aux projets, la norme de validation et de vérification et les procédures du cycle de projet). L'atelier s'est concentré sur les normes PoA, retenues dans les négociations détaillées et même dans les esquisses des groupes sur les améliorations textuelles. Il semble que l'utilisation de multiples méthodologies dans les PoAs sera acceptée si les développeurs de projets montrent comment sont traités les effets croisés entre les méthodologies. De plus, une liste de critères d'éligibilité pour l'inclusion de CPAs a trouvé beaucoup de soutien. Pendant que la norme d'échantillonnage était généralement vue comme positive, certaines parties prenantes ont craint que la vérification des qualifications minimales du personnel de collecte de données devienne lourde. La distinction proposée des tests d'additionalité basés sur les politiques entre les PoAs et ceux se concentrant uniquement sur les mesures a été rejetée par les développeurs de projets. L'atelier confirme la tendance vers le développement collectif de guidance politique entre les parties prenantes au MDP et le Secrétariat de la CCNUCC.
- À sa 51^{ème} réunion, le Panel des Méthodologies a proposé l'approbation de cinq nouvelles méthodologies et le refus de deux. C'était la recommandation la plus favorable depuis très longtemps. Les méthodologies évaluées favorablement incluent l'utilisation de chaleur récupérée (deux méthodologies), lignes de transmission efficaces de l'électricité, la réduction de PFC dans la production de semi-conducteurs et bi-combustion de biomasse dans des chaudières (ici une consolidation avec une méthodologie existante est planifiée). La méthodologie de lignes de transmission utilise un modèle de simulation du calcul des pertes de transmission des lignes de base, qui est remarquable puisque les régulateurs du MDP voyaient les modèles de simulation avec un grand scepticisme dans le passé. Les méthodologies évaluées négativement se rapportent à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans la production sidérurgique et à la réduction de N₂O dans l'industrie chimique. Deux outils pour les émissions du transport routier et les émissions du compostage ont été proposés. Quatre demandes d'examen de méthodologies existantes ont été évaluées négativement, pendant que le Panel a recommandé un examen de la méthodologie de biomasse ACM 6 qui permettrait de brûler des combustibles fossiles jusqu'à 80 % de la contribution énergétique comparée à 50 % auparavant. En outre, un examen révolutionnaire de la méthodologie ACM 16 pour le transport public a été proposé. Il élimine le besoin d'évaluer l'additionalité pour les projets dans les PMAs et atteste l'additionalité si les revenus des URCEs dépassent une certaine part des frais d'exploitation du nouveau système de transport. De plus, les fréquences des surveillances sont énormément réduites. Des facteurs de lignes de base standardisés doivent être développés pour l'outil des émissions du réseau, la méthodologie de réfrigérateur AM 70, la méthodologie de l'efficacité des bâtiments AM 91 et la méthodologie de déchets de biomasse AM 57. Dans une évaluation critique pour les PoAs, le Panel des Méthodologies souligne que les CPAs devraient être homogènes ou au moins devraient être définis pour chaque classe de CPAs des critères d'éligibilité distincts.
- Pendant que le traitement des demandes d'enregistrement au Secrétariat de la CCNUCC fonctionne efficacement à des rythmes statutaires, les temps d'exécution pour les demandes de délivrance ont augmenté d'une semaine comparés au record de 18,6 jours - le plus bas - atteint en juin.

[Haut](#)

Négociations sur les nouveaux mécanismes du marché

- Bien que le cadre de contrôle pour les NAMAs soit toujours embryonnaire, plusieurs pays ont déjà commencé à développer des programmes nationaux. Pour leur faire un outil nécessaire du régime international futur de la politique du climat, une importance

<https://cdm.unfccc.int/contest/11>.

Compteur du MDP

Au 31 Août 2011

▪ Méthodologies

Méthodologies à grande échelle de ligne de base en quête d'approbation : 17
- dont forêt : 1

Méthodologies à petite échelle de ligne de base en quête d'approbation : 5

Méthodologies à grande échelle de ligne de base approuvées et publiées : 108 (dont la méthodologie AM0001 qui est actuellement mise en attente, incluant 20 consolidées)
- dont forêt : 13 (dont 2 consolidées)

Méthodologies à petite échelle de ligne de base approuvées et publiées : 78
- dont forêt : 7

▪ Pipeline des projets

Projets sujets actuellement à des commentaires publics sur les PDD : 190
- dont 13 sont des PoAs

Projets et PoAs dans la phase de validation : 3439
- dont 81 sont dans la période où une demande d'examen peut être lancée (incl. 1 PoA)
- dont 217 sont en cours de contrôle d'état complet
- dont 60 leur ont été lancée une demande d'examen
- dont 3 doivent faire des corrections
- dont 0 est en cours d'examen
- dont 110 sont des PoAs
- dont 144 soumettent pour le Gold Standard

URCEs prévues jusqu'en 2012 des projets en cours de validation : 639 millions
- dont 27,3 millions de ceux qui ont été officiellement soumis pour l'enregistrement et 13,3 millions qui proviennent de projets ayant une demande d'examen
- dont 1,1 million des projets qui nécessitent des corrections
- dont 0 million des projets en cours d'examen

Projets qui ont échoué durant la validation : 1408
- dont 200 ont été rejetés par le CE du MDP

spéciale devrait être considérée pour gagner un terrain d'entente pour une approche MRV pratique. La dernière est soulignée par une évaluation comparative de 16 NAMAs pilotes, et est disponible à : <http://www.jiko-bmu.de/basisinformationen/publikationen/doc/1042.php>.

- Le groupe « Intergovernmental Nordic Group » sur le changement climatique a publié un rapport pour la mise en place de la finance du climat pour les NAMAs dans les pays en développement pour les cas du Pérou et du Vietnam – voir http://www.nefco.org/files/NOAK-NEFCO_FS_Final_Report_2011-08-08_FINAL_approved_to_NEFCO.pdf (2,2 Mo).
- La Réunion à huis clos du Marché indien du Carbone, tenue à New Delhi au début du mois de septembre, met un accent spécial sur le développement de projets de compensations domestiques, en incluant des programmes de certificats blancs comme le programme « Indian Perform Achieve and Trade (PAT) ». Les programmes domestiques sont en cours de développement dans de nombreux pays en développement et peuvent affecter des activités couvertes sous le MDP pour l'instant.
- Des percées intéressantes pour atteindre un consensus pour les outils de politique de climat à base de marchés domestiques peuvent être gagnées du Programme de « Cap and Trade » à Tokyo pour le secteur du bâtiment voir : <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/09613218.2011.596419>.
- Le Cambodge, la Papoua Nouvelle Guinée, les Philippines, le Paraguay et les îles Salomon ont rejoint le Programme REDD de l'ONU. 12 des 13 pays partenaires du Programme REDD des Nations Unies avec des programmes nationaux approuvés par le Conseil Politique du Programme REDD de l'ONU réalisent maintenant d'autres engagements et de consultation de parties prenantes, commencent à renforcer les capacités et déterminent les éléments techniques principaux que devraient exécuter les activités REDD + dans le pays. Une discussion sur comment impliquer les parties prenantes est disponible à : http://www.unredd.net/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=5576&Itemid=53 (2,5 Mo).
- Un projet de base de données REDD+ a été monté par IGES – voir : <http://redd-database.iges.or.jp/redd/>.
- Cinq nouveaux projets sont entrés dans le mécanisme bilatéral japonais – quatre sur le REDD et un sur la réduction de N2O.
- Le parlement australien a passé une loi sur la génération de compensations agricoles domestiques sous l'initiative « Carbon Farming Initiative ». Pour les détails, voir <http://www.carbonmarketinstitute.org/publications/the-carbon-farming-initiative-cfi-an-introduction/>.
- Pour participer aux futurs programmes de mécanismes bilatéraux du marché, la Turquie est en train de mettre en place un marché de négoce de carbone.
- Les compagnies de négoce de carbone ICE et Green Exchange aussi bien que Barclays Capital ont mis en place, en Californie, les premiers contrats futurs de carbone « Californian Carbon Allowance (CCA) ». Les échanges initiaux ont commencé vers la fin du mois d'août. Le programme Californien est attendu de commencer à fonctionner à partir de 2013 et c'est actuellement l'essai le plus sérieux dans les Etats-Unis pour exécuter un programme « cap and trade ».

[Haut](#)

Le soutien du changement d'échelle de l'atténuation à travers les programmes et les groupements de projets

- En Août, 12 PoAs sont entrés dans le pipeline de la validation – quatre programmes d'efficacité énergétique, trois activités d'évitement de méthane, trois programmes d'énergie solaire et deux programmes de centrales hydro.
- Concernant les soumissions, la Chine avec 15 PoAs mène devant l'Inde (14) et l'Afrique du Sud (13). Au total, 38 pays d'accueil sont impliqués dont 9 sont des Pays Moins Avancés.
- Du point de vue des technologies, les mesures d'efficacité énergétique des côtés offre et demande d'énergie mènent avec 46 PoAs, suivies par le biogaz (35 PoAs) et par les renouvelables (30 PoAs).
- Sept nouveaux CPAs ont été inclus en août dans le PoA des lampes CFL « Bachat Lamp Yoyana » en Inde, ajoutant au programme environ 2,2 millions d'URCEs attendues d'ici à 2020.

[Haut](#)

Le MDP dans les Pays les Moins Avancés et l'Afrique Subsaharienne

- Le gestionnaire de carbone danois « Frontier Investment Management » est en train de mettre en place un fonds MDP post 2012 de 100 millions d'euros, pour lequel 60 millions ont déjà été collectés. Le fonds va financer des projets dans les PMAs en Afrique Subsaharienne, avec un intérêt particulier sur l'énergie renouvelable dans des sites non construits en dehors de la ville.

- dont 53 ont été officiellement retirés
- dont 190 ont eu un rapport de validation négatif
- dont 965 ont abandonné la validation

Projets Enregistrés et Délivrance d'URCEs

URCEs prévues jusqu'en 2012 des projets qui ont échoué avant l'enregistrement : 610 millions

- dont 104,8 millions de ceux qui ont été rejetés par le CE du MDP
- dont 23,5 millions des projets qui ont été retirés
- dont 76,8 millions des projets qui ont été rejetés par les validateurs
- dont 404,7 millions des projets qui ont abandonné la validation

Projets enregistrés : 3406

- Prévues 2094 millions d'URCEs d'ici 2012
- dont 11 sont des PoAs
- dont 31 remplissent les critères du Gold Standard
- Pays hôtes : 71
- Pays acheteurs : 20

URCEs délivrées : 708 millions

- Nombre de projets avec des URCEs délivrées : 1155
- dont 12 projets Gold Standard
- Demandes de délivrance rejetées et non soumises de nouveau : 30 (6,3 millions d'URCEs)
- Demandes de délivrance retirées et non soumises de nouveau : 31 (7,2 millions d'URCEs)

Prix de l'URCE

7,5 à 8,5 € pour les certificats post-2012 de haute qualité.
7 à 8,5 € pour les projets à risque moyen dans le futur,
8,5 à 10 € pour les projets à faible risque dans le futur,
9 à 10,5 € pour les projets enregistrés,
9 € comme prix spot au marché BlueNext

Bazar du MDP (www.cdmbazaar.net)

Vers la fin du mois d'août, 244 acheteurs (-1) de 38 pays (+0), 354 vendeurs (+0) de 70 pays (+0) et 722 prestataires de services (+3) de 68 pays (+1) avaient des listes sur le Bazar du MDP.

L'Inde mène la liste des prestataires de services avec 162 entrées (-1), suivie par le Royaume-Uni avec 71 (+0), la Chine avec 68 (+1), les Etats-Unis avec 66 (+1) et le Brésil avec 32 (-1). 81 projets et idées de projets (+0) ont été postés par les vendeurs.

- La Banque Mondiale a annoncé le lancement d'un nouveau fonds carbone post 2012. L'Initiative Carbone pour le Développement (CI-Dev), un fonds de 95 millions d'euros, va comprendre des investissements dans des mesures de renforcement de capacités et des paiements initiaux pour les projets MDP dans les PMAs. 37 millions d'euros vont être utilisés pour le financement initial, 7 millions pour le renforcement de capacités et le reste pour des paiements classiques de contrats futurs.
- 1 projet des Pays les Moins Avancés est entré dans le pipeline en août :
 - Le projet électrique de Makeni (Sierra Leone, le projet démarrera en 2013).

Programme de Protection du Climat de la GTZ pour les Pays en Développement

Le Programme de Protection du Climat de la GTZ est réalisé au nom du Ministère Fédéral allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Plus d'informations à <http://www.gtz.de/...>

[Haut](#)

Renforcement des capacités sur le MDP par la GIZ

La Tunisie avait enregistré son premier PoA en juillet. Le programme est appelé PROSOL qui représente en français le « Programme de PROMotion du Chauffage SOLaire de l'eau ». Il vise le secteur résidentiel et est coordonné par l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Énergie (ANME). La GIZ, au nom du Ministère Fédéral allemand du Développement Économique et de la Coopération (BMZ), a soutenu les propriétaires tunisiens du projet dès le début, en fournissant l'expertise au développement du programme (PDD) et la validation. Le renforcement de capacités et la formation sur le PoA ont été fournis durant le processus de développement du programme pour l'ANME et pour d'autres acteurs impliqués.

[Haut](#)

Table des acronymes

Veillez, s'il vous plaît, cliquer ici pour le détail de tous les acronymes utilisés dans ce bulletin :

<http://www.gtz.de/.../en-climate-cdm-abbreviations.pdf> (40 KB)

Développeurs de projets, Entités Opérationnelles Désignées et Consultants

- En Août, 193 projets sont entrés dans le pipeline – le nombre le plus élevé jamais atteint. Les 2 plus grands sont :
 - Un projet de destruction de méthane par ventilation de l'air dans la région minière de charbon du Jinzhong (Chine, 1,8 million d'URCEs d'ici à 2012).
 - Un projet de destruction de méthane par ventilation de l'air dans la région minière de charbon du Yangquan (Chine, 0,6 million d'URCEs d'ici à 2012).
- L'Inde a soumis une note officielle d'avertissement au Secrétariat de la CCNUCC contre un examen de la méthodologie HFC-23 qui arrêterait la délivrance d'URCEs ou préviendrait le renouvellement de périodes d'accréditation. Cela augmente la pression sur le CE pour ne pas faire de la répression contre les projets de HFC.
- Le fonds NEFCO Carbon a contracté neuf projets MDP en Inde et au Vietnam aussi bien qu'un projet de MOC en Ukraine avec un volume général de 3,8 millions de crédits.
- L'EOD norvégienne DNV augmente son personnel pour s'occuper du nombre croissant des projets commençant le processus de validation pour être enregistrés avant le mois de janvier 2013.
- La société de service public chinoise Datang est entrée dans une société en participation avec le développeur européen de projets Mercuria pour collaborer au marché chinois du carbone.

[Haut](#)

Incidations pour l'investissement MDP

- Le prix pour l'EUA a été de 12,8 euros pour le marché spot. L'écart par rapport à l'URCE délivrée a été de 3,8 euros. Les EUAs de 2012 ont clôturé à 13,5 euros sur la plateforme de négoce ECX (European Climate Exchange). Au début du mois d'août, les prix des URCEs secondaires sont tombés au-dessous du prix plancher chinois pour la première fois. Cette tendance a été surtout provoquée par des offres accrues d'EUA en raison des enchères sur des activités en Allemagne, au Royaume-Uni et en Grèce aussi bien que haut niveau de délivrance des URCEs et des UREs. Sur le reste du mois d'août, les prix s'étaient rétablis et ont même grimpé pour atteindre en moyenne les niveaux des mois derniers. Pourtant, le marché reste volatile.
- La Chine a révisé ses règles nationales pour les projets MDP. Pour obtenir une lettre d'approbation, les participants aux projets doivent maintenant soumettre d'abord leurs applications à une branche locale de l'AND, générant un temps d'exécution supplémentaire de trois semaines. Des exemptions ont été faites pour 41 entreprises étatiques. Ce changement sert comme un renforcement de capacités direct tirant parti des procédures du marché du carbone pour le personnel gouvernemental local. Dorénavant, cette révision doit être considérée dans le cadre de la préparation de la Chine à un marché domestique du carbone. En plus, les niveaux fiscaux pour deux types de projet ont été ajustés – la taxe sur les projets réduisant les émissions de N2O lors de la production de l'acide nitrique a été réduite de 30 % à 10 % des ventes des URCEs et la taxe sur les revenus des URCEs des projets de per-fluorocarbure est maintenant 5 % (contre 65 %). Les taux fiscaux pour les autres types de projets

restent inchangés. En outre, il a été décidé que les crédits post 2012 des projets actuellement approuvés ne sont pas éligibles à l'échange à moins que l'AND ne l'approuve.

- L'Ukraine et la Roumanie ont été suspendues par le Comité d'Eligibilité à Kyoto de la CCNUCC d'échanger des UQAs et des UREs en raison des rapports incorrects sur les émissions nationales de GES. L'interdiction sera soulevée seulement si les pays livrent des documents de rapports révisés, ce qui prendra probablement des mois.
- La Russie accélère la vitesse de délivrance des UREs sous les projets de MOC – plus de 70 % des 17,6 millions d'UREs russes délivrées ont été délivrés pendant les deux mois passés. Le pays a pour l'instant approuvé 33 projets qui sont supposés générer environ 80 millions d'UREs. Un nouvel appel d'offres représentant 70 millions d'UREs vient juste d'être lancé. Les observateurs critiques soulignent le manque de transparence concernant le processus de sélection des projets.
- En raison de l'écart grandissant entre les émissions croissantes de l'Autriche et sa cible de Kyoto, l'Agence Fédérale de l'Environnement s'attend à ce que 30 millions de tonnes d'équivalents CO₂ de plus doivent être achetées par le programme gouvernemental d'acquisition.
- Le gouvernement espagnol a rédigé une réglementation pour un fonds carbone d'économie durable, qui va investir dans des projets de compensation tant internationaux que nationaux (les mécanismes de Kyoto et les marchés volontaires), pour faire du pays le plus flexible possible dans l'obtention des crédits pour son objectif national de conformité sous la cible de 20 % de l'UE. Jusqu'à maintenant, l'Espagne a dépendu surtout des fonds gérés par la Banque Mondiale et la BERD pour recevoir des crédits.
- La société d'investissement finlandaise Greenstream a avancé la date de fermeture de deux de ses fonds qui impliquent les URCEs post 2012 en raison du risque de ne pas recevoir des projets enregistrés avant 2013. Les fonds viennent juste récemment d'être lancés et ont attiré environ 50 millions d'euros.
- La Banque asiatique de Développement (ADB) et l'Institut pour les Stratégies Globales de l'Environnement (IGES), en collaboration avec le Secrétariat de la CCNUCC, ont conjointement organisé un atelier de travail sur l'amélioration de la distribution régionale des projets MDP, en se focalisant sur les pays avec moins de 10 projets enregistrés. L'atelier a inclus la consultation bilatérale de développeurs de projets des pays respectifs.
- Des fuites détaillées ont été divulguées sur un compromis d'échanges entre un pays membre désigné de l'UE qui est la Croatie et la Commission Européenne : dans le cas où la Croatie ne rencontre pas sa cible de Kyoto de -5 %, l'UE offrira un prêt s'élevant jusqu'à 7 millions d'UQAs du surplus des pays membres de l'UE 15. À son tour, la Croatie aurait besoin d'augmenter sa cible domestique de 2020 en conséquence.

[Haut](#)

Nouvelles du Web et téléchargements du mois

- Wikileaks a divulgué un câble diplomatique américain traitant de la non additionalité du MDP. Le document - disponible à <http://wikileaks.org/cable/2008/07/08MUMBAI340.html> - est créé en juillet 2008 au Consulat américain à Mumbai et a été envoyé au Département de l'Énergie à Washington. Il décrit la réticence des hommes d'affaires indiens contre le concept de l'additionalité et cite aussi des développeurs de projets indiens déclarant carrément qu'aucun de leurs projets n'est additionnel. Les observateurs américains croient que ce câble aurait généré un rapport très négatif du « Congressional General Accounting Office » sur le MDP et a durci l'opposition contre la permission des compensations du MDP dans le programme américain d'échange des émissions.
- Une comparaison complète des projets existants de compensation de GES est offerte par le site Internet relancé de la « Carbon Offset Research and Education (CORE) », disponible à : <http://www.co2offsetresearch.org/>.
- Une analyse du processus de réforme du MDP a été publiée par IGES, en préconisant le besoin pour plus de simplification des règles et procédures et la standardisation est disponible à : <http://enviroscope.iges.or.jp/modules/envirolib/upload/3327/attach/cdmreform2011.pdf> (5,2 Mo).
- Dan Bodansky aborde la deuxième période d'engagement volontaire du Protocole de Kyoto et les implications pour le MDP à : http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1917603.
- Un nouvel outil organise les méthodologies MDP basées sur les équations des émissions de la ligne de base, des émissions du projet et de la méthodologie de monitoring - voir <http://enviroscope.iges.or.jp/modules/envirolib/view.php?docid=3328> (1,6 Mo).

[Haut](#)

Information sur l'enregistrement

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH



Bureaux enregistrés

Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 40
53113 Bonn, Germany
Tél.: +49 228 44 60-0
Fax: +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
65760 Eschborn, Germany
Tél.: +49 61 96 79-0
Fax: +49 61 96 79-11 15

Email: info@giz.de
Internet: www.giz.de

Enregistré à :

Court locale (Amtsgericht) Bonn, Germany: HRB 18384
Court locale (Amtsgericht) Frankfurt am Main, Germany: HRB 12394

TVA n° :

DE 113891176

Président du Conseil de Supervision :

Hans-Jürgen Beerfeltz, Secrétaire d'Etat

Président du Conseil d'Administration :

Dr Bernd Eisenblätter

Directeurs généraux :

Dr Christoph Beier
Adolf Kloke-Lesch
Tom Pätz
Dr Sebastian Paust
Dr Hans-Joachim Preuß
Dr Jürgen Wilhelm

L'information contenue dans ce message peut être transmise à d'autres. Si le message est utilisé dans d'autres bulletins ou services d'information - en partie ou en totalité -, la GIZ demande d'être informée avant la circulation ; envoyer à climate@giz.de

Si vous ne voulez plus recevoir ce bulletin, veuillez cliquer [ici](#).

Chargé de ce Bulletin :

Friedel Sehleier (climate@giz.de), [GIZ Climate Protection Programme](#), un projet réalisé au nom du Ministère Fédéral allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ)

Editeur :

Friedel Sehleier (climate@giz.de), GIZ

Auteurs :

Axel Michaelowa, [Perspectives GmbH](#) (www.perspectives.cc)
Friedel Sehleier (climate@giz.de), GIZ

Traduction :

La traduction en français de ce bulletin a été réalisée par Monsieur Sélim Jouini (selimjouini@yahoo.fr) dans le cadre du Projet CCC / GTZ Tunisie.